

RAPPORT de CONTROLE le 12/04/2024

EHPAD LE CEDRE à PONT DU CHÂTEAU_63

Mise en œuvre du Plan EHPAD 2022-2024 : Contrôle sur pièces

Thématique: CSP 8 / Gouvernance et Organisation

Organisme gestionnaire : EHPAD LE CEDRE

Nombre de lits : 112 lits d'HP dont un PASA de 14 places.

Questions	Fichier s dépos	Analyse	Ecarts / Remarques	Prescriptions/Recommandations envisagées	Nom de fichier des éléments	Réponse de l'établissement	Conclusion et mesures correctives définitives
1- Gouvernance et Organisation							
1.1 L'établissement dispose-t-il d'un organigramme nominatif détaillant les liens hiérarchiques et fonctionnels ? Joindre le document.	OUI	L'EHPAD Le Cèdre, situé à Pont-du-Château est un établissement public autonome. Il est noté que la directrice de l'EHPAD, a pris ses fonctions au 1er octobre 2023, à la suite du départ en retraite de la précédente directrice, . Par ailleurs, d'après le projet d'établissement, des options de restructuration pour les 5 prochaines années sont envisagées, notamment en lien avec un grand nombre de chambres doubles (37 chambres doubles et 38 chambres individuelles). Parmi les hypothèses retenues, celle de la construction d'un bâtiment neuf. L'EHPAD a transmis un organigramme nominatif, mis à jour en janvier 2024. A sa lecture, il apparait que l'équipe paramédicale n'a aucun lien fonctionnel identifié avec la psychologue, la diététicienne et le motricien, ce qui ne permet pas d'apprécier les modalités de collaboration entre ces professionnels. Il est noté que l'IDEC est identifiée comme « cadre de santé » sur l'organigramme or, elle ne dispose pas de ce diplôme (cf. justificatifs de formation de la question 1.9).	Remarque n°1 : L'absence d'identification des liens fonctionnels entre l'équipe soignante/infirmière et avec l'ensemble des auxiliaires médicaux, (psychologue, diététicienne et motricien), au sein de l'organigramme, ne permet pas d'apprécier les modalités de coopération entre ces professionnels. Remarque n°2 : L'organigramme identifie l'infirmière coordinatrice comme "cadre de santé" alors qu'elle ne dispose pas du diplôme requis.	Recommandation n°1 : Veiller à identifier l'ensemble des liens fonctionnels entre l'équipe soignante et infirmière et les auxiliaires médicaux, (psychologue, diététicienne, motricien), au sein de l'organigramme. Recommandation n°2 : Modifier dans l'organigramme l'intitulé de la cadre de santé afin que ce poste soit en cohérence avec ses diplômes.		l'organigramme a été modifié en ajoutant les liens fonctionnels existants et l'intitulé de a été corrigé, IDEC et non cadre de santé (cf document joint)	L'organigramme transmis prend en compte les modifications attendues. Les recommandations 1 et 2 sont levées.
1.2 Quels sont les postes vacants : préciser la nature et la qualification du ou des poste(s) ?	OUI	La directrice de l'EHPAD Le Cèdre déclare ne pas avoir de poste vacants au 28 février 2024. Il est noté qu'une psychologue, à temps partiel prendra ses fonctions à la fin du mois d'avril/début du mois de mai. La qualiticienne, dont l'ETP est partagée avec les EHPAD de Volvic et de Chamalières, a pris ses fonctions au cours du mois de mars.					
1.3 Le directeur / la directrice dispose-t-il/elle du niveau requis de qualification ? Joindre le justificatif : soit le diplôme, soit l'arrêté de nomination (CCAS et FPH).	OUI	La directrice de l'EHPAD Le Cèdre, titulaire de la Fonction publique hospitalière dans le corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux a été nommée directrice de l'EHPAD de Pont-du-Château à compter du 1er octobre 2023. L'arrêté de nomination du Centre national de gestion du 8 septembre 2023 a été transmis.					
1.4 Dispose-t-il d'un document unique de délégation pour les établissements privés et pour les directeurs sous contrats de droit privé? Joindre le document.	OUI	La directrice de l'EHPAD Le Cèdre, , est titulaire de la Fonction publique hospitalière, dans le corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, elle n'est pas concernée par le document unique de délégation.					
1.5 Une astreinte administrative de direction est-elle organisée et formalisée ? Joindre la procédure et le calendrier du 1er semestre 2024.	OUI	L'EHPAD le Cèdre organise une astreinte administrative commune à plusieurs EHPAD du Puy-de-Dôme. Il est noté, d'après l'extrait des délibérations du 20 février 2024, que 7 EHPAD participent à cette astreinte. Il s'agit des EHPAD de Lezoux, Culhat, Maringues, Randan, Chamalières, Volvic et Pont du Château. Cependant, la convention "gardes administratives communes", datée du 17 novembre 2011, n'est plus valide puisqu'elle fait mention de 9 EHPAD. Or, l'organisation de l'astreinte a évolué, parmi les établissements et les directeurs signataires de la convention, certains ne sont plus concernés. La directrice de l'EHPAD le Cèdre déclare qu'une "nouvelle convention d'astreinte de direction commune est en cours de validation au sein de chaque établissement avec le conseil d'administration". Elle déclare que la validation de la nouvelle convention aura lieu mi-avril 2024. Le calendrier de l'astreinte administrative pour l'année 2024 a été transmis. A sa lecture, 5 responsables se répartissent l'astreinte (la directrice de l'EHPAD de Pont-du-Château ; le directeur de l'EHPAD de Chamalières ; la directrice et son adjointe, de l'EHPAD de Lezoux et la directrice de l'EHPAD l'Ombelle).	Remarque n°3 : Dans l'attente de la mise à jour de la convention de l'astreinte administrative, son organisation n'est pas formalisée.	Recommandation n°3 : Mettre à jour la convention de l'astreinte administrative, commune aux différents EHPAD et la transmettre.		avec les directeurs des autres établissements participant à l'astreinte administrative nous sommes en train de rédiger une nouvelle convention qui n'a pas pu être validée dans les conseils d'administration du mois d'avril, même si le sujet a été évoqué. Pour l'EHPAD le Cèdre elle sera validée lors du prochain conseil d'administration fixé le 14 juin 2024.	Il est pris en compte le travail en cours de révision de la convention portant sur l'astreinte administrative et du calendrier de validation de ce document par les différents conseils d'administration. Dans l'attente de la signature de cette convention, la recommandation 3 est maintenue.
1.6 Un CODIR régulier concernant l'EHPAD contrôlé est-il mis en place ? Joindre les 3 derniers PV	OUI	La directrice de l'EHPAD le Cèdre organise un CODIR en présence du responsable financier, du médecin coordonnateur, de la cadre de santé, de la responsable des ressources humaines, de la "préposée à l'accueil" et de la secrétaire de direction. Les PV des CODIR des 23, 30 janvier et 13 février 2024 ont été transmis. A leur lecture, le CODIR traite notamment des ressources humaines, des soins, du taux d'occupation, des finances et de l'organisation.					

1.7 Un Projet d'établissement en cours existe-t-il ? Joindre le document.	OUI	L'EHPAD Le Cèdre a rédigé un projet d'établissement pour la période 2023-2028. Il s'agit davantage d'un état des lieux concernant le projet de restructuration de l'EHPAD qu'un projet définissant le projet général de soins, le projet managérial, le projet d'animation, en corrélation avec les objectifs du CPOM, conformément à l'article L311-8 CASF. Il est également attendu que le projet d'établissement définisse une politique de prévention et de lutte de la maltraitance, tel que prévu par le décret n°2024-166 du 29 février 2024.	Ecart n°1 : En l'absence de projet d'établissement complet, l'EHPAD Le Cèdre contrevient à l'article L311-8 CASF. Ecart n°2 : En l'absence de politique de prévention et de lutte contre la maltraitance définie dans le projet d'établissement, l'EHPAD Le Cèdre contrevient au décret n°2024-166 du 29 février 2024.	Prescription n°1 : Compléter le projet d'établissement 2023-2028, en définissant notamment le projet général de soins, le projet managérial, le projet d'animation, conformément à l'article L311-8 CASF. Prescription n°2 : Développer la politique de prévention de la maltraitance de l'EHPAD le Cèdre au sein du projet d'établissement en intégrant notamment les moyens de repérage des risques de maltraitance, les modalités de traitement des situations de maltraitance, les modalités de communication auprès des personnes accueillies ou accompagnées, ainsi que les actions et orientations en matière de gestion du personnel, de formation et de contrôle , conformément au décret n°2024-166 du 29 février 2024.		un véritable projet d'établissement doit être établi pour cet EHPAD car le document actuel ne remplit pas les conditions requises par l'article L311-8 du CASF. Un délai nécessaire doit être accordé à l'établissement pour réaliser ce document dans les meilleures conditions, de même que pour la politique de prévention de la maltraitance en EHPAD. Pour cette dernière, l'IDEC et la qualitiicienne sont en train de travailler dessus.	La réponse de la direction vient étayer les prescriptions 1 et 2. La demande d'un délai de réalisation de ces 2 prescriptions est retenue (9mois). Dans l'attente de la finalisation de cette démarche d'actualisation du PE, les prescriptions 1 et 2 sont maintenues.
1.8 Un règlement de fonctionnement en cours existe-t-il ? Joindre le document.	OUI	L'EHPAD Le Cèdre a remis son règlement de fonctionnement, pour lequel le Conseil de la vie sociale a été consulté le 11 avril 2022, conformément à l'article L311-7 CASF. Le règlement de fonctionnement est incomplet en l'absence de définition de : l'organisation des locaux collectifs, des modalités de protection des biens, des modalités de rétablissement des prestations lorsqu'elles ont été interrompues, conformément à l'article R311-35 CASF.	Ecart n°3 : En l'absence de règlement de fonctionnement complet, l'EHPAD le Cèdre contrevient à l'article R311-35 CASF.	Prescription n°3 : Compléter le règlement de fonctionnement, en définissant l'ensemble des items de l'article R311-35 CASF.		je souhaite revoir bon nombre de documents existants au sein de l'établissement, dont le règlement de fonctionnement, afin de les mettre à jour et afin qu'ils respectent le CASF	L'objectif de la direction de réviser les documents prévus par la loi du 2 janvier 2002 est pris en compte. Dans l'attente de la révision du règlement de fonctionnement, la prescription 3 est maintenue.
1.9 L'établissement dispose-t-il d'un(e) IDEC ? Joindre son contrat de travail pour le privé ou son arrêté de nomination pour le public.	OUI	L'EHPAD Le Cèdre dispose d'une infirmière coordonnatrice, faisant fonction de cadre de santé, qui est dénommée cadres de santé dans l'organigramme, ce qui ne correspond pas à son diplôme. est intégrée dans la Fonction publique hospitalière, en poste à l'EHPAD Le Cèdre depuis le 1er avril 2020, conformément à la décision n°2020-36. La directrice de l'EHPAD déclare que l'IDEC "envisage en 2024/2025 de présenter le concours de cadre de santé".	Rappel de la remarque n°2	Rappel de la recommandation n°2			
1.10 L'IDEC dispose-t-il/elle d'une formation spécifique à l'encadrement ? Joindre le justificatif	OUI	L'IDEC de l'EHPAD Le Cèdre a obtenu un certificat professionnel de "Coordinateur en EHPAD et en SSIAD" le 18 juillet 2022. Par conséquent elle dispose d'une formation spécifique à l'encadrement en EHPAD.					
1.11 L'établissement dispose-t-il d'un MEDEC ? Son temps de travail est-il conforme à la réglementation ? Joindre son contrat de travail et son planning mensuel réalisé (le mois précédent).	OUI	L'EHPAD Le Cèdre dispose d'un médecin coordonnateur à hauteur de 0,6 ETP, ce qui représente un temps de coordination médicale insuffisant au regard de la capacité de l'EHPAD, conformément à l'article D312-156 CASF. La directrice déclare que le docteur ne souhaite pas augmenter sa quotité de travail au sein de l'établissement et que " dans la pratique le Docteur est présente bien au-delà de l'amplitude horaire fixée dans son contrat et doit avoisiner les 80%". Le contrat de travail du médecin coordonnateur précise qu'elle exerce depuis le 19 avril 2014, et son "contrat et renouvelé à durée déterminée jusqu'à validation du cursus de formation gérontologique requis". Enfin, il est noté que ni le numéro ni la date d'inscription à l'ordre des médecins du Puy-de-Dôme ne sont renseignés sur le contrat de travail du MEDEC, ne permettant pas d'attester de l'accomplissement de cette démarche, conformément aux articles L4113-1 et D4113-115 CSP.	Ecart n°4 : En l'absence de temps de médecin coordonnateur suffisant, l'EHPAD Le Cèdre contrevient à l'article D312-156 CASF. Ecart n°5 : En l'absence d'inscription au tableau de l'ordre départemental des médecins du Puy-de-Dôme du MEDEC, l'EHPAD Le Cèdre ne respecte pas le dispositif prévu aux articles L4113-1 et D4113-115 CSP.	Prescription n°4 : Augmenter le temps de coordination médicale à hauteur de 0,8 ETP, conformément à l'article D312-156 CASF. Prescription n°5 : S'assurer de l'inscription au tableau de l'ordre départemental des médecins du Puy-de-Dôme du MEDEC, conformément aux articles L4113-1 et D4113-115 CSP.		le médecin coordonnateur actuel dispose d'un contrat à hauteur de 60%, même si dans les faits elle réalise un volume horaire plus proche d'un 80%. Pour l'instant elle est opposée à réaliser un 80% au sein de l'établissement, je tente de la convaincre en condensant son 80% sur 3 jours par semaine car pour des raisons personnelles elle ne peut pas travailler plus de trois jours par semaine.	S'agissant de la quotité de temps de travail, il est retenu que le médecin co réalise ses missions sur 3 jours s'approchant d'un 80%. Cette situation nécessite d'être régulariser juridiquement dans le contrat de travail. La prescription 4 est levée. Il a été transmis par l'ordre national des médecins l'attestation de l'inscription du Dr La prescription 5 est levée.
1.12 Dispose-t-il d'une qualification pour assurer les fonctions de coordination gériatrique ? Joindre le ou les justificatifs.	OUI	La direction déclare que le médecin coordonnateur ne dispose pas de qualifications pour assurer les fonctions de coordination gériatrique, conformément à l'article D312-157 CASF. Il est rappelé que dans le cadre de la signature de son contrat de travail, le docteur G s'est engagé à valider une formation en ce sens (cf. Préambule du contrat de travail du 19 avril 2014).	Ecart n°6 : En l'absence de qualification permettant d'assurer les fonctions de coordination gériatrique du MEDEC, l'EHPAD Le Cèdre contrevient à l'article D312-157 CASF.	Prescription n°6 : Accompagner le médecin coordonnateur dans une démarche de formation qualifiante pour les fonctions de coordination gériatriques, conformément à l'article D312-157 CASF.		Dr s'est mis en lien avec la responsable RH en charge de la formation afin de s'inscrire très prochainement au DU de médecin coordonnateur en EHPAD à l'université . Son attestation d'inscription vous sera prochainement transmise.	L'engagement de la médecin co de suivre une formation qualifiante en gériatrie est pris en compte. La prescription 6 est levée.
1.13 La commission gériatrique est-elle en place et fonctionne-t-elle régulièrement ? Joindre les 3 derniers PV.	OUI	La directrice déclare l'absence d'organisation de commission de coordination gériatrique, au sein de l'EHPAD, depuis environ 4 ans. Pour rappel, il est attendu que l'EHPAD organise annuellement une commission de coordination gériatrique afin de coordonner l'ensemble des professionnels médicaux et auxiliaires médicaux (libéraux et salariés) qui interviennent dans la prise en charge des résidents, conformément à l'article D312-158 alinéa 3 CASF.	Ecart n°7 : En l'absence d'organisation de commission de coordination gériatrique annuelle, l'EHPAD Le Cèdre contrevient à l'article D312-158 alinéa 3 CASF.	Prescription n°7 : Instaurer une commission de coordination gériatrique annuelle, conformément à l'article D312-158 alinéa 3 CASF.		l'EHPAD le Cèdre réalisera en 2024 une commission de coordination gériatrique conformément à l'article D312-158 du CASF.	Dans l'attente de la transmission du CR de la CCG de 2024, la prescription 7 est maintenue.
1.14 Le rapport d'activités médicales annuel (RAMA) est-il élaboré ? Joindre le dernier (RAMA 2022).	OUI	L'EHPAD Le Cèdre a rédigé le rapport de l'activité médicale pour l'année 2022. Toutefois le document n'est pas signé conjointement par le médecin coordonnateur et la directrice, contrairement à ce que prévoit l'article D312-158 alinéa 10 CASF.	Ecart n°8 : En l'absence de signature conjointe du RAMA 2022 par le médecin coordonnateur et la directrice, l'EHPAD Le Cèdre contrevient à l'article D312-158 alinéa 10 CASF.	Prescription n°8 : Signer conjointement le rapport de l'activité médicale, 2023 par le médecin coordonnateur et la directrice, conformément à l'article D312-158 alinéa 10 CASF et le transmettre.		vous trouverez en pièce jointe le RAMA 2023 cosigné par le médecin coordonnateur et moi-même.	Dont acte, la prescription 8 est levée.

<p>1.15 L'établissement a-t-il une pratique régulière de signalement aux autorités de contrôle des événements indésirables (EI) et ou événements indésirables graves (EIG)? Joindre les signalements des EI/EIG réalisés en 2022 et en 2023.</p>	OUI	<p>L'EHPAD Le Cèdre a remis 3 signalements d'évènement indésirable : le 6 décembre 2022 à la suite de la visite de l'épouse d'un résident, alors qu'elle était positive au Covid ; les 11 avril et 24 octobre 2023 en raison d'un défaut d'ambulance pour des rendez-vous médicaux pris en urgence. Toutefois, à la lecture des tableaux des EI/EIG pour les années 2022 et 2023, il est noté une récurrence d'actes violent de la part d'un résident (coups de canne), vis-à-vis d'une autre résidente ou de professionnels, cf. FEI des 04/11/2023, 05/11/2023, 28/12/2023. Il s'agit d'évènements susceptibles de compromettre la santé, la sécurité et le bien-être physique du résident, conformément à l'article L331-8-1 CASF. Par conséquent, ces EIG justifient des signalements aux autorités de tutelles.</p>	<p>Ecart n°9 : En l'absence de transmission de signalements concernant des actes violents de la part d'un résident, à l'encontre de professionnels ou d'usagers, l'EHPAD n'atteste pas pratiquer de signalements aux autorités compétentes lorsque la situation le justifie et contrevient à l'article L331-8-1 CASF.</p>	<p>Prescription n°9 : Signaler aux tutelles tout acte violent de la part d'un résident, à l'encontre de professionnels ou d'usagers, conformément à l'article L331-8-1 CASF.</p>		<p>J'ai bien noté la nécessité pour l'établissement de signaler aux tutelles tout acte violent de la part d'un résident à l'encontre d'un professionnel ou d'un usager. Si cela se reproduit une déclaration sera réalisée.</p>	<p>Il est pris en compte l'engagement de la directrice de signaler tout dysfonctionnement susceptible de compromettre la santé, la sécurité et le bien-être physique du résident, conformément à l'article L331-8-1 CASF. Compte tenue de l'arrivée récente et a postériori aux EI, la prescription 9 est levée.</p>
<p>1.16 L'établissement s'est-il doté d'un dispositif de gestion globale des EI/EIG : de la déclaration en interne, traitement de l'évènement, réponse apportée à l'analyse des causes ? Joindre le tableau de bord EI/EIG qui mentionne ces actions en 2022 et en 2023.</p>	OUI	<p>L'EHPAD Le Cèdre gère les EI/EIG à l'aide de deux supports : le logiciel pour la réalisation des fiches d'évènements indésirables et le logiciel qualité , pour la gestion globale. L'établissement a remis les tableaux de bord des EI/EIG pour les années 2022 et 2023. La directrice déclare qu'en "2022 il y a peu de déclaration dans le tableau de suivi car le logiciel a été installé à partir de novembre 2022". En 2023, plus d'une cinquantaine d'EI/EIG ont été déclaré, ce qui démontre la prise en main du logiciel . De manière globale, les tableaux de 2022 et 2023 traitent notamment du descriptif de l'EI/EIG, ses conséquences, les mesures immédiates les réponses apportées par la direction et l'état d'avancement (clos ou en cours).</p>					
<p>1.17 Avez-vous organisé de nouvelles élections du Conseil de la Vie Sociale (CVS) suite au décret du 25 avril 2022 ? Joindre la dernière décision instituant le CVS qui identifie chaque catégorie de membres.</p>	OUI	<p>La directrice de l'EHPAD Le Cèdre déclare que le Conseil de la vie sociale a été renouvelé le 13 juin 2022. Sur la base du PV du 13 juin 2022, la composition du CVS est conforme. Toutefois n'a pas été transmise la décision d'institution du CVS, conformément à l'article D311-4 CASF. Ont été transmis : le PV du CVS du 13 juin 2022, attestant des élections de 6 représentants des résidents, 3 représentants des famille, 1 représentant du personnel et 1 représentant de l'administration, ainsi que des élections du président et vice-président du CVS ; le PV du 18 avril 2023, présentant le décret du 25 avril 2022.</p>	<p>Ecart n°10 : En l'absence de transmission de la décision d'institution du Conseil de la vie sociale, l'établissement contrevient à l'article D311-4 CASF.</p>	<p>Prescription n°10 : Transmettre la décision d'institution du CVS, conformément à l'article D311-4 CASF.</p>		<p>vous trouverez en pièce jointe la décision d'institution du CVS</p>	<p>Il est constaté que la décision d'institution du CVS n'a pas été transmise, en conséquence la prescription 10 est maintenue.</p>
<p>1.18 Suite à la nouvelle élection du CVS, avez-vous procédé à l'approbation du nouveau règlement intérieur du CVS ? Joindre le PV du CVS se prononçant sur le règlement intérieur.</p>	OUI	<p>Le Conseil de la vie sociale n'a pas approuvé son règlement intérieur depuis 2017. A chaque nouvelle élection du CVS, il est attendu l'approbation de son règlement intérieur, conformément à l'article D311-19 CASF. Il est également attendu que le règlement intérieur du CVS soit mis à jour au regard de l'évolution des prérogatives du CVS.</p>	<p>Ecart n°11 : En l'absence d'approbation du règlement intérieur du CVS, l'EHPAD Le Cèdre contrevient à l'article D311-19 CASF.</p>	<p>Prescription n°11 : Rédiger un nouveau règlement intérieur du CVS, à la suite des prochaines élections et procéder à son approbation par ses membres, conformément à l'article D311-19 CASF.</p>		<p>d'ici la fin de l'année 2024 un nouveau règlement intérieur du CVS sera rédigé avec les participants de cette instance et sera soumis à leur approbation</p>	<p>L'engagement de rédiger un nouveau règlement intérieur est pris en compte. Dans l'attente de sa rédaction, la prescription 11 est maintenue.</p>
<p>1.19 Joindre les 3 PV du CVS de 2022 et de 2023</p>	OUI	<p>L'EHPAD Le Cèdre a remis les PV du CVS des 11 avril, 13 juin, 17 octobre et 12 décembre 2022 ; 18 avril, 20 juin, 19 octobre et 12 décembre 2023. A leur lecture, le Conseil de la vie sociale transmet des informations concernant l'état de ses finances, et échange sur les différentes réunions institutionnelles telle que la commission des menus. Il revient également sur les divers projets de la structure, les obligations réglementaires ainsi que les questions des résidents et leur suivi. Il est noté que les PV du CVS sont signés par leur président, conformément à l'article D311-20 CASF.</p>					